

**Union européenne - Conseil "Justice
et Affaires intérieures" -
Déclaration de Mme Jacqueline
Gourault, ministre auprès du
ministre de l'intérieur, à son arrivée
(Luxembourg, 12 octobre 2018)**

Q - [En remplaçant ici] M. Collomb qui n'a toujours pas de successeur désigné, est-ce que cela pose un problème au niveau européen ce flottement, cette transition disons à un moment où il y a des décisions importantes à prendre ?

R - Non, cela ne pose pas de sujet particulier. Il y a une politique de la France et je suis venue ici représenter notre pays, pour soutenir notamment dans le cadre de la politique migratoire les deux textes qui vont être discutés aujourd'hui, à savoir le règlement de renforcement de l'agence de gardes-frontières FRONTEX et également la directive retour. Nous sommes très engagés pour soutenir ces deux projets législatifs.

Et puis, naturellement, il y aura le sujet du droit d'asile européen. Nous pensons qu'il faut aller de l'avant bien sûr sur le règlement de Dublin. Et nous exprimerons la nécessaire solidarité que nous devons avoir entre pays européens pour aider bien sûr les pays qui reçoivent les migrants, notamment la Grèce, l'Espagne, l'Italie.

Cette solidarité doit être obligatoire pour tous les pays, même si nous pouvons accepter que cette solidarité s'exerce de manière différente.

Nous évoquerons aussi la responsabilité des pays européens en ce qui concerne notamment le droit de la mer, et l'acceptation de débarquer les migrants, conformément au droit de la mer, au plus près, dans les ports sûrs les plus proches.

À ce sujet, nous devons répondre à la demande du Conseil européen de créer des centres contrôlés d'identification qui permettent de mieux accueillir ceux qui sont de véritables réfugiés, et de procéder au retour de ceux qui n'ont pas le droit au droit d'asile.

Voilà la ligne générale de la France.

Q - Mais là c'est un dialogue surtout avec l'Italie l'histoire de ces centres, M. Salvini n'est pas là aujourd'hui je crois, est-ce qu'il y a un dialogue entre la France et l'Italie qui se déroule sur ce sujet ?

R - Oui, puisque nous avons eu une rencontre à Lyon cette semaine. Le dialogue a eu lieu avec l'ensemble des pays qui étaient présents, du G6. Nous nous sommes aperçus qu'il n'y avait pas de si grosses différences que cela. Alors après il faut ajuster je dirais le devoir de solidarité./.